

Vu pour être annexé à la
délibération du Conseil
Municipal d'approbation de la
révision du P.O.S -
Elaboration du PLU
En date du 28/06/2013
Le Maire,

**Le Maire,
François GALLET**



Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS DU BASSIN CHAMBERIEN AMONT (P.P.R.I.)

Saint-Sulpice, Vimines, Saint-Thibaud de Couz, Saint-Cassin, Montagnole, Jacob-Bellecombette, La Thuile, Les Déserts, Thoiry,
Saint-Jean de Couz, Saint-Jean d'Arvey, Curiennec, Puygros, Sonnaz et Véréel-Pragondran

APPROUVE PAR ARRETE PREFECTORAL DU 03/12/2002

DOSSIER A :

DOCUMENTS REGLEMENTAIRES DU P.P.R.INONDATION

A3 : Règlement

- Cahier des prescriptions générales
- Règlement par zones



**Direction Départementale de l'Équipement de la Savoie
Service de l'Habitat et de l'Environnement / TE**

1, rue des Cévennes - 73011 CHAMBERY - B.P. 1106

Tél : 04.79.71.74.47

Fax : 04.79.71.74.40



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS DU BASSIN CHAMBERIEN AMONT (P.P.R.I.)

Saint-Sulpice, Vimines, Saint-Thibaud de Couz, Saint-Cassin, Montagnole, Jacob-Bellecombette, La Thuile, Les Déserts, Thoiry,
Saint-Jean de Couz, Saint-Jean d'Arvey, Curienne, Puygros, Sonnaz et Vérel-Pragondran

APPROUVE PAR ARRETE PREFECTORAL DU 03/12/2002

DOSSIER A :

DOCUMENTS REGLEMENTAIRES DU P.P.R.INONDATION

A3 : Règlement

- Cahier des prescriptions générales
- Règlement par zones



**Direction Départementale de l'Équipement de la Savoie
Service de l'Habitat et de l'Environnement / TE**

1, rue des Cévennes - 73011 CHAMBERY - B.P. 1106

Tél : 04.79.71.74.47

Fax : 04.79.71.74.40

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION SUR LE BASSIN CHAMBERIEN AMONT

CAHIER DE PRESCRIPTIONS GENERALES

direction
départementale
de l'Équipement
Savoie



PRESCRIPTIONS - RECOMMANDATIONS GENERALES

Les prescriptions et recommandations énoncées ci-après s'appliquent à **toutes les zones inondables** identifiées dans le PPR.

L'extension de leur portée à **tout le périmètre du PPR** (c'est à dire sur l'ensemble du territoire des 15 communes) est précisée au cas par cas.

RAPPEL

La crue de référence est la crue centennale à défaut de plus grande crue connue s'étant produite récemment.

Des crues de période de retour plus élevée se produiront inévitablement.

Les terrains situés derrière un ouvrage de retenue sont exposés aux crues débordantes.

Les sections couvertes des cours d'eau sont susceptibles d'obstruction.

I - PRESCRIPTIONS DE SECURITE: Plan de surveillance et d'alerte (pour mémoire)

En période de crue, le Maire assure la diffusion régulière des informations à ses administrés, en liaison avec les services de la Protection Civile conformément aux obligations qui lui sont faites par le code des communes. Une carte identifiant les principales habitations riveraines des cours d'eau et potentiellement inondables figure au dossier B – planche B5.

Toute disposition relative à la sécurité fera l'objet d'un plan de gestion des crues distinct du présent PPRI.

II-PRESCRIPTIONS DE PREVENTION

II.1 - Information des habitants

Il appartient aux maires de faire connaître à la population les zones soumises à des risques prévisibles d'inondation par les moyens dont ils disposent (affichage et publicité notamment).

II.2 - Entretien des cours d'eau et ouvrages hydrauliques

Il appartient aux collectivités publiques de s'assurer du bon entretien du lit des cours d'eau (débroussaillage et entretien de la végétation des berges et du lit) ainsi que celui des ouvrages hydrauliques (ponts, seuils, protection de berges, couverture de cours d'eau, digues, plages de dépôt...) qui devront, en permanence assurer leur propre fonctionnalité.

En cas de défaillance des propriétaires des ouvrages ou des propriétaires riverains des cours d'eau, la collectivité se substituera à ceux-ci selon les dispositions prévues par la loi pour faire réaliser ces travaux d'entretien.

II.3 - Maîtrise de l'assainissement pluvial

N.B. : cette prescription s'applique sur tout le périmètre du P.P.R. (c'est à dire sur l'ensemble du territoire des 15 communes)

Toute construction nouvelle devra être équipée de dispositifs de maîtrise des eaux pluviales permettant de ne pas aggraver les conditions d'écoulement et de concentration des eaux par rapport à l'état naturel.

Ces dispositifs de stockage et de restitution des eaux pluviales peuvent être mis en oeuvre de façon individuelle (à l'échelle de la parcelle) ou collective (à l'échelle d'un lotissement, d'une Z.A.C., d'une fraction de réseau d'assainissement).

Chaque commune devra réaliser un plan de zonage d'assainissement pluvial au sens de l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales et déterminer les prescriptions techniques s'y rattachant , dans un délai maximum de 2 ans à compter de l'approbation du P.P.R.I.

II.4 - Conservation des couloirs d'écoulement le long des cours d'eau

N.B. : cette prescription s'applique sur tout le périmètre du P.P.R. (c'est à dire sur l'ensemble du territoire des 15 communes)

Afin de préserver les capacités d'écoulement et d'auto-régulation des cours d'eau (hydrauliques et écologiques) sont interdits toute construction nouvelle ou remblai (ou installations particulières) dans un couloir de 10 m de large de part et d'autre du sommet des berges des cours d'eau.

II.5 - Réduction de la vulnérabilité des biens

Les prescriptions suivantes s'appliquent en cas de réaménagement ou d'extension de bâtis existants dans la zone inondable de l'Hyères dans la plaine de Couz et pour tous les autres cours d'eau dans le couloir de 10 m de large de part et d'autre des berges:

- ✓ Les réseaux techniques (eau, gaz, électricité) seront équipés d'un dispositif de mise hors service de leurs parties inondables ou seront installés hors d'eau, de manière à assurer la continuité du service en période d'inondation ;
- ✓ Les matériels électriques, électroniques, électromécaniques et appareils de chauffage seront placés hors d'eau, de manière à autoriser le fonctionnement des installations en période d'inondation ;
- ✓ Les citernes enterrées seront lestées ou fixées au sol, les citernes extérieures seront fixées au sol support, lestées ou équipées de murets de protection calés hors d'eau ;
- ✓ Les sous-sols des constructions réaménagées ne comporteront aucune pièce nouvelle habitable et les rez de chaussées ne comporteront aucune pièce nouvelle de sommeil ;
- ✓ Le mobilier urbain et les mobiliers d'extérieur ne pouvant être rangés rapidement devront être transparents vis à vis des écoulements, ancrés et lestés de manière à ne pas être emportés par les eaux.

II.6 Clôtures et haies

Les clôtures sont autorisées sous réserve qu'elles ne constituent pas un obstacle à l'écoulement ou à l'expansion des crues. Elles devront ainsi présenter une perméabilité supérieure ou égale à 50 %.

La perméabilité est définie comme le rapport de la surface libre (vide) à la surface totale.

Les haies continues implantées parallèlement au sens principal du courant pourront être autorisées ; toute autre implantation sera autorisée sous réserve d'une discontinuité plein/vide égale à 50%.

Les murets de clôture ou servant d'assise à la pose de grillage sont réglementés dans la zone **2**. Se reporter au règlement par zone pour les prescriptions précises.

II.7 Installations particulières

Pour les zones **1** et **2** de la zone inondable de l'Hyères au droit de la plaine de Couz, les installations suivantes seront soit interdites, soit soumises à des prescriptions particulières:

➤ Stockages – entrepôts en zone inondable

Le stockage de tout produit dangereux, toxique ou polluant ou sensible à l'eau, devra être réalisé dans un récipient étanche, lesté ou arrimé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue de référence. A défaut, le stockage sera effectué hors d'eau.

Le stockage de tout produit flottant devra être organisé afin qu'il ne soit pas emporté par la crue de référence, pour éviter toute formation d'obstacle ou de gêne à l'écoulement des eaux.

➤ Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) : Toute nouvelle ICPE est interdite en zone inondable.

➤ Constructions légères de loisirs - caravanes - camping-cars sont interdites en zone inondable.

➤ Campings : La création de camping est interdite.

III RECOMMANDATIONS PORTANT SUR TOUT LE PERIMETRE DU PPR (c'est à dire sur l'ensemble du territoire des 15 communes)

III.1 - Entretien des cours d'eau et ouvrages hydrauliques

Il est recommandé qu'avant chaque période de forte pluviosité (à l'automne), une reconnaissance spécifique du lit des cours d'eau soit effectuée de manière à programmer s'il y a lieu, une campagne de travaux d'entretien ou de réparation.

On veillera notamment :

☒ à l'absence de troncs d'arbres, embâcles, atterrissements en particulier à proximité des ouvrages,

☒ au bon état des ouvrages hydrauliques ,

☒ au bon entretien de la végétation des berges.

De même, une reconnaissance analogue serait à entreprendre après chaque épisode de crue.

III.2 - Exploitation des terrains agricoles

Les terrains exploités en viticulture ou arboriculture seront enherbés pour limiter le ruissellement de surface et l'érosion des terrains.

La suppression des talus et haies existants ainsi que les drainages agricoles sont à éviter afin de conserver l'effet régulateur des terrains concernés sur l'écoulement des eaux.

III.3 - Reconquête des lits majeurs le long des cours d'eau

Toute opportunité devra être saisie pour reconquérir les lits majeurs des cours d'eau permettant l'écoulement et la libre expansion des eaux et restaurant ainsi l'auto-régulation des cours d'eau en période de crues.

Il convient de noter que la restauration des lits majeurs des cours d'eau préserve d'autant les possibilités d'écoulement pour les crues d'intensité supérieure à la crue de référence.

Cette reconquête doit être recherchée prioritairement sur les zones d'aléas forts et sur les champs d'expansion de crues, elle passe par :

- ↳ La suppression des remblais existants et le déplacement des dépôts de matériaux ou matériels faisant obstacle à l'écoulement ou l'expansion des crues ;
- ↳ La recherche de la maîtrise foncière des lits majeurs en milieu urbain ;
- ↳ Le contrôle strict des demandes de reconstruction de biens détruits par sinistre autre qu'inondation dans les zones d'aléas forts.

III.4 - Assainissement pluvial

En vue d'établir le plan de zonage d'assainissement pluvial et les prescriptions techniques s'y rattachant au sens de l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales, la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement pluvial permet de déterminer les zones où une maîtrise des eaux pluviales doit être organisée et de définir les prescriptions techniques à mettre en oeuvre.

L'élaboration d'un tel schéma à l'échelle du bassin versant de la Leysse ou tout au moins du périmètre du présent PPR garantirait la cohérence des dispositions retenues.

III.5 – Recommandations : Mesures d'accompagnement préconisées

Titre de l'Action	Cours d'eau concerné
Programme de conservation et d'augmentation des zones d'épandages	Bassins versants de la Leysse amont et de l'Hyères amont
Suivi morphologique des lits mineurs	Leysse, Hyères, Nant Petchi, Nant Bruyant et Nant Forezan
Restauration d'anciens seuils	Bassins versants de la Leysse amont et de l'Hyères amont
Suivi et confortement des zones à risque d'éboulement	Bassins versants de la Leysse amont et de l'Hyères amont
Pièges à débris	Amont des zones urbaines
Restauration de l'Hyère à Saint-Thibault-de-Couz	L'Hyères à Saint-Thibaud
Schéma d'entretien et de restauration des berges de la Leysse amont	Plateau de la Leysse
Schéma d'entretien et de restauration des berges de l'Hyères amont	L'Hyères amont

Ces mesures d'accompagnement sur le bassin amont ont pour principal objectif de limiter au mieux les risques d'aléas particuliers (création d'embâcles, obstructions d'ouvrages,...).

IV RECOMMANDATIONS LIMITEES AUX ZONES INONDABLES

IV.1 - Réseaux et infrastructures publiques

Assainissement

Les réseaux d'assainissement seront adaptés pour éviter l'aggravation des risques d'inondation des zones urbanisées par refoulement à partir des cours d'eau ou des zones inondées (clapet anti-retour sur les exutoires, dispositifs anti-refoulement sur le réseau).

Electricité-téléphone

Les cotes de référence devront être prises en compte pour la mise en place et l'adaptation des transformateurs, armoires de répartition, etc...

Voirie

Dans la mesure du possible, les chaussées seront conçues et réalisées avec des matériaux peu ou pas sensibles à l'eau, en zones inondables.

IV.2 - Réduction de la vulnérabilité des biens existants

Les ouvertures des bâtiments, telles que portes, fenêtres, soupiraux, conduits... situées sous la cote de référence pourront être mises à l'abri d'une entrée des eaux par des dispositifs d'étanchéité.

REGLEMENT PAR ZONE

Observation préalable :

Le règlement par zone du PPRI du bassin chambérien amont est de conception et de mode d'application identique au règlement du PPRI du bassin chambérien aval.

Règlement Zone

ZONE 1 : ZONE NON URBANISABLE (figurée par sur le plan de zonage réglementaire)

Généralités

La zone  porte sur le couloir de 10 m de large de part et d'autre des berges de tous les cours d'eau et sur les zones naturelles inondables ou vierges de construction qu'il convient de conserver comme telles pour au moins l'une des raisons suivantes:

- Elles sont exposées à des aléas d'inondation forts en raison de l'intensité des paramètres physiques (hauteur d'eau, vitesse du courant) et pour lesquels, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie ;
- Elles constituent des champs d'expansion utiles à la régulation des crues au bénéfice des zones aval ;
- Elles sont exposées à des aléas moyens ou faibles mais leur suppression ou leur urbanisation reviendrait par effet cumulatif à aggraver les risques à l'amont ou à l'aval et notamment dans les zones déjà fortement exposées ;
- Elles constituent autant de possibilités d'écoulement pour les crues d'intensité supérieure à la crue de référence.

Interdictions

Tout ce qui n'est pas autorisé au paragraphe suivant est interdit, notamment toute construction et toute opération de remblai ou dépôt.

Autorisations

Dans le cadre des prescriptions et recommandations générales et à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets, peuvent être autorisés :

- ✓ Les aménagements ou utilisation du sol ne générant ni remblai, ni construction (exemples : cultures annuelles et pacage, chemins de randonnées/pistes cyclables, infrastructures de transport strictement transparentes à la crue de référence), sauf aires de stationnement ;
- ✓ Les travaux et aménagements destinés à réduire les risques à l'échelle du bassin versant, à l'exception de digues le long des lits mineurs ;
- ✓ Les ouvrages, aménagements et travaux hydrauliques légalement autorisés;
- ✓ Les aménagements de terrains de plein air, de sport et de loisirs, supportant l'inondation à condition qu'ils ne s'accompagnent pas d'installations fixes d'accueil ou de services, ni de réseau de distribution d'électricité ou de gaz.

ZONE 2: ZONE NON CONSTRUCTIBLE (figurée par **2** sur le plan de zonage réglementaire)

Généralités

La zone **2** porte sur deux types de secteurs.

-1- les zones inondables vierges de construction en milieu urbanisé qu'il convient de conserver comme telles pour au moins l'une des raisons suivantes :

- Elles sont exposées à des aléas d'inondation forts en raison de l'intensité des paramètres physiques (hauteur d'eau, vitesse du courant) et pour lesquels, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie ;
- Elles constituent des champs d'expansion de crues utiles à la régulation des crues au bénéfice des zones aval ;
- Elles sont exposées à des aléas moyens ou faibles mais leur suppression ou leur urbanisation reviendrait par effet cumulatif à aggraver les risques à l'amont ou à l'aval et notamment dans les zones déjà fortement exposées ;
- Elles constituent autant de possibilités d'écoulement pour les crues d'intensité supérieure à la crue de référence.

-2- les zones déjà urbanisées où il convient de stopper les nouvelles implantations humaines pour au moins l'une des raisons suivantes :

- Elles sont exposées à des aléas d'inondation forts en raison de l'intensité des paramètres physiques (hauteur d'eau, vitesse du courant) et pour lesquels, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie ;
- Elles sont exposées à des aléas moyens ou faibles mais la densification de l'urbanisation reviendrait à aggraver les risques à l'amont ou à l'aval et notamment dans les zones déjà fortement exposées ;
- Elles font partie de champs d'expansion de crues utiles à la régulation des crues au bénéfice des zones aval ;

Interdictions

Tout ce qui n'est pas autorisé au paragraphe suivant est interdit, notamment toute opération de remblai ou dépôt.

Autorisations

Dans le cadre des prescriptions et recommandations générales et à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets, peuvent être autorisés :

- ✓ Les aménagements ou utilisation du sol ne générant ni remblai, ni construction (exemples : cultures annuelles et pacage, chemins de randonnées/pistes cyclables, infrastructures de transport strictement transparentes à la crue de référence) ;
- ✓ Les travaux et aménagements destinés à réduire les risques à l'échelle du bassin versant, à l'exception de digues le long des lits mineurs ;
- ✓ Les ouvrages, aménagements et travaux hydrauliques légalement autorisés;

- ✓ Les équipements de service public ou d'intérêt général (transformateur EDF, boîte PTT, toilettes publiques, mobiliers urbains, voirie, réseaux, station d'épuration...), ainsi que les aménagements de terrains de plein air, de sport et de loisirs, supportant l'inondation et ne constituant pas d'obstacle à l'écoulement ou à l'expansion des crues ;
- ✓ Les travaux d'entretien et de gestion courants des biens et activités implantés antérieurement à la publication du présent plan ;
- ✓ L'extension non renouvelable plus d'une fois par unité foncière des constructions d'habitation existantes à la date de publication du présent plan, sous réserve que l'extension projetée:
 - . soit à usage technique ou sanitaire
 - . soit inférieure à 20 m² d'emprise au sol et ne crée pas de pièce de sommeil en niveau inondable ;
- ✓ L'extension non renouvelable des constructions industrielles, artisanales, commerciales ou à usage de bureaux existantes à la date de publication du présent plan sous réserve que cette extension soit limitée à 20% de l'emprise au sol initiale,
- ✓ L'extension des bâtiments publics existants à la date de publication du présent plan comprenant notamment les équipements administratifs, culturels, sportifs, sociaux et scolaires sous réserve que :
 - . il n'y ait pas de création de logement ou structure d'hébergement supplémentaire,
 - . soient organisées des possibilités de fuite des populations accueillies pour se mettre à l'abri dans les étages ou hors des zones inondées,
 - . les parties de l'extension situées à un niveau inférieur à la cote de référence augmentée de 0,3 m soient prévues de façon à permettre le libre écoulement des crues ;
- ✓ Les reconstructions ne créant pas de planchers habitables sous la cote de référence augmentée de 0,3 m, ainsi que les remblais strictement nécessaires à la mise hors d'eau et à l'accès de ces constructions, à l'exclusion des reconstructions de biens détruits par des crues ;
- ✓ Les travaux strictement nécessaires à la mise en sécurité des constructions recevant du public et notamment ceux destinés à l'accessibilité des personnes handicapées ;
- ✓ Les clôtures sous réserve qu'elles répondent aux exigences formulées dans le cahier des prescriptions générales. Les murets d'assise sont autorisés sous réserve qu'ils soient d'une hauteur maximum égale à 0.20m.

